

*Questions orales*L'EXTENSION DU PROGRAMME D'OBLIGATIONS POUR
L'EXPANSION DES PETITES ENTREPRISES

L'hon. Bill Jarvis (Perth): Madame le Président, il est impossible de voir dans cette lettre autre chose qu'une proposition ferme de la part du gouvernement, ou du moins du ministre de l'Agriculture. Le ministre des Finances sait d'ailleurs que dans cette lettre, le ministre de l'Agriculture propose en outre d'étendre aux entreprises agricoles non constituées en société l'admissibilité au programme d'obligations pour l'expansion des petites entreprises. Je veux savoir si le ministre des Finances souscrit en principe à cette proposition, car dans un discours prononcé à Toronto jeudi dernier, le ministre de l'Agriculture a dit ceci:

Ce n'est donc pas seulement un problème de taux d'intérêt, mais aussi de marché.

Ce qui m'inquiète, c'est que si le ministre de l'Agriculture n'est pas lui-même convaincu des ravages causés par les taux d'intérêt, je me demande comment il pourra en convaincre le ministre des Finances et le cabinet tout entier.

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, j'ai répondu précisément à cette même question la semaine dernière.

Des voix: Oh, oh!

[Français]

ON DEMANDE QUE LES BANQUES PRÊTENT À DES TAUX
D'INTÉRÊT MOINS ÉLEVÉS

M. David Kilgour (Edmonton-Strathcona): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Les taux d'intérêt viennent d'atteindre des sommets incroyables dans l'histoire canadienne, parce que la politique économique du gouvernement n'a pour seul but que de garder artificiellement la valeur du dollar. Les fermiers, les petits entrepreneurs, particulièrement touchés, doivent emprunter à des taux d'intérêt de 20 p. 100 et plus. Cet état de choses en poussera plusieurs à vendre leurs actifs, et d'autres à se mettre littéralement en faillite.

Étant donné les circonstances actuelles, est-ce que le ministre est disposé à demander aux banques, qui font des profits énormes actuellement, de prêter à des taux moins élevés aux petites entreprises et aux fermiers?

● (1420)

[Traduction]

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, le ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme) et moi-même devons rencontrer cette semaine des représentants des banques; nous aborderons le rapport entre les pratiques bancaires et les difficultés qu'éprouvent actuellement les petites entreprises.

M. Kilgour: Madame le Président, tout cela semble fort simple aux yeux du ministre, mais je signale à la Chambre qu'en Jamaïque, on a appliqué justement les mesures qu'il préconise, et que cela a abouti à des taux de chômage et d'inflation de 35 p. 100 au moment de la défaite du gouvernement Manley.

[Français]

LES PETITES ENTREPRISES

ON DEMANDE SI LE GOUVERNEMENT APPLIQUERA UNE
POLITIQUE DE TAUX D'INTÉRÊT SPÉCIAUX

M. David Kilgour (Edmonton-Strathcona): Madame le Président, ma question supplémentaire s'adresse au très honorable premier ministre.

Au Québec, des centaines de producteurs agricoles sont pris à la gorge par ces taux d'intérêt. Une nouvelle politique économique s'impose, sinon c'est le désastre. Une fois de plus, est-ce que le gouvernement est enfin prêt à mettre en œuvre une politique de taux d'intérêt spéciaux pour les petites entreprises et pour les producteurs agricoles?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, je crois que le député aura entendu les réponses que vient de donner le ministre des Finances à des questions similaires à l'effet qu'il discutait et avait discuté avec le ministre de l'Agriculture certaines suggestions qu'il avait mises de l'avant en ce qui concerne les agriculteurs. Pour ce qui est de la petite et moyenne entreprise, madame le Président, le ministre des Finances vient d'indiquer qu'il tenait une rencontre cette semaine même avec les représentants des banques, conjointement avec le ministre responsable de la petite entreprise.

* * *

[Traduction]

LA SÉCURITÉ SOCIALE

LA POSITION DU MINISTRE SUR LA QUESTION DES NOUVEAUX
PROGRAMMES

L'hon. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Madame le Président, j'ai une question à poser au ministre des Finances. Au cours de la fin de semaine il a pris la parole devant un certain nombre de sympathisants libéraux, déclarant que le gouvernement a l'intention de ne pas lancer de nouveaux programmes de développement social au cours des trois prochaines années. Pour ne rien dire du cynisme avec lequel il annonce que le gâteau est pour la veille de l'élection de 1984, comment le ministre peut-il concilier cette déclaration avec celles de certains de ses ministres qui prônent une amélioration de la déduction fiscale pour enfants à charge, une aide au titre du logement pour les personnes à revenus fixes, et caetera? Pourquoi le ministre continue-t-il à refuser toute aide aux personnes défavorisées, alors que dans le discours du trône présenté en début de session le gouvernement annonçait son intention de penser aux défavorisés?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, je suis heureux que le député ait parlé du discours du trône, parce que c'est dans ce discours que nous nous sommes engagés à relever sensiblement le supplément de revenu garanti, ce qui, en termes annuels, représente une augmentation des dépenses d'un demi-milliard. Je pense que cela montre assez bien que le gouvernement entend remplir la promesse qu'il a faite d'aider les plus défavorisés, parce que nous avons pris des mesures pour aider ceux qui avaient vraiment besoin de l'être.